

Précis

BANQUE MONDIALE DÉPARTEMENT DE L'ÉVALUATION DES OPÉRATIONS HIVER 2000 NUMÉRO 195

Les Évaluations de Pauvreté Maximiser leur Impact

LES ÉVALUATIONS DE PAUVRETÉ SONT UN INSTRUMENT CLÉ DE la stratégie de la Banque pour la réduction de la pauvreté. Elles ont pour objet d'évaluer la gravité et les causes de la pauvreté dans un pays donné et de proposer une stratégie pour améliorer la situation. Le Département de l'Évaluation des Opérations a terminé sa deuxième revue des évaluations de pauvreté entreprises depuis que la Banque a décidé de lancer de telles évaluations dans tous les pays emprunteurs (à ce jour, 101 évaluations ont été achevées). Le rapport de l'OED conclut que la qualité de ces évaluations s'est améliorée, mais que d'importants progrès doivent encore être réalisés.

Le Contexte

Le traitement par la Banque des problèmes de pauvreté a évolué. Au début d'une période de dix ans de travaux sur le sujet, la Banque a résolu d'évaluer systématiquement la cohérence des politiques officielles avec l'objectif de réduction de la pauvreté. Les politiques, les programmes de dépenses et les institutions des pays sont les facteurs sur lesquels sont basés les programmes d'assistance de la Banque, dont le but est d'appuyer et de compléter les efforts entrepris par les pays pour réduire la pauvreté. Or de tels programmes ne peuvent pas être définis de façon adéquate tant que la Banque et les pays n'ont pas identifié ensemble les causes de la pauvreté et ne se sont pas entendus sur d'éventuelles solutions. C'est à cette fin que la Banque a mis au point les évaluations de pauvreté, un nouvel instrument qui sert à bien comprendre les relations entre la pauvreté et les politiques des pays et permet

d'améliorer les programmes utilisés pour lutter contre la pauvreté. Les évaluations de pauvreté sont basées sur le dialogue, le partenariat et un ensemble de procédures.

Une Définition des Évaluations de Pauvreté

Une évaluation de la pauvreté est une analyse quantitative et qualitative qui met à la disposition du gouvernement et de la Banque un schéma de base pour une coopération dans la lutte contre la pauvreté et pour la définition de politiques plus efficaces. Comme l'indique la Directive Opérationnelle 4.15 de la Banque, de décembre 1991, une évaluation de pauvreté débute généralement par une analyse de la structure démographique du pays et de son impact sur la production et la consommation. Elle définit des indicateurs sociaux, de revenu et de pauvreté, analyse les tendances et identifie des groupes

particulièrement vulnérables pour lesquels des mesures urgentes sont nécessaires.

Une évaluation de pauvreté analyse généralement l'efficacité de la gestion économique sur le plan de la promotion d'une croissance dynamique favorable à l'emploi; elle examine la qualité de l'action gouvernementale pour le développement des ressources humaines en faveur des pauvres et étudie la portée, la fiabilité, le coût et l'efficacité des systèmes de protection sociale pour les groupes les plus vulnérables et les populations les plus pauvres. Les évaluations comprennent également des recommandations pour une réforme graduelle des politiques gouvernementales, des programmes de dépenses publiques et des mesures de développement institutionnel basées sur une analyse de la situation politique et économique du pays et des moyens financiers et institutionnels dont le gouvernement dispose pour l'exécution des politiques et des programmes de réduction de la pauvreté. Selon la nature et la gravité des situations de pauvreté et l'engagement des pays à lutter contre le fléau, l'analyse porte surtout soit sur des problèmes spécifiques et des solutions ciblées, soit au contraire sur l'ensemble des politiques macroéconomiques et sectorielles (Encadré 1).

L'Étude

C'est en 1996 que l'OED a entrepris sa première revue des évaluations de pauvreté; cette revue examinait les progrès accomplis vers l'objectif fixé par la Banque - préparation d'évaluations de pauvreté pour tous ses emprunteurs -, évaluait leur contenu et leur conformité aux directives de la Banque, ainsi que leur influence sur les stratégies d'assistance aux pays et sur les opérations de prêts ciblées sur la pauvreté.

De la même façon, la deuxième revue de 1999 visait à jauger les progrès réalisés vers l'achèvement des évaluations promises; elle a examiné la pertinence, l'efficacité et la qualité des évaluations de pauvreté (les notations sur la qualité économique des évaluations sont résumées au graphique 1), ainsi que les efforts faits pour consulter les populations locales et former des partenariats. Enfin, la revue a étudié l'impact des évaluations de pauvreté sur la discussion dans les pays des problèmes de pauvreté, sur la formulation et l'exécution des

politiques et sur le développement des institutions; elle a tenté de déterminer le

Encadré 1 : Critères du Jugement sur la Qualité des Évaluations de Pauvreté

Valeur économique:

- Clarté des objectifs généraux et spécifiques et conformité avec la Directive Opérationnelle 4.15 (objectif général: quel est le but de l'évaluation; objectif spécifique: quels changements l'évaluation de pauvreté est censée déclencher).
- Sérieux et qualité des profils de pauvreté, y compris l'analyse des seuils de pauvreté et des caractéristiques de la pauvreté dans le pays.
- Couverture adéquate des trois éléments d'une stratégie de réduction de la pauvreté (promotion d'une croissance favorable à l'emploi; développement des ressources humaines; interventions ciblées et protection sociale) avec justification des choix et des cibles.
- Sérieux et qualité de l'analyse des politiques: a-t-elle utilisé de saines méthodes théoriques et pratiques ? est-elle basée sur l'analyse des facteurs macro et microéconomiques de la pauvreté ?
- Sérieux et qualité des recommandations de politique: sont-elles justifiées par l'analyse des politiques ? les priorités sont-elles rationnelles ? des options possibles ont-elles été explorées et identifiées ?

Valeur sociale, politique et institutionnelle des évaluations:

- Adoption de méthodes multidimensionnelles dans les définitions de la pauvreté et les profils de pauvreté
- Méthodologies adéquates pour les analyses qualitatives et l'emploi de processus participatifs.
- Coordination adéquate des analyses qualitatives, des processus participatifs et des enquêtes quantitatives auprès des ménages (successives ou simultanées) pour l'enrichissement des analyses, l'explication des problèmes, la vérification ou la critique des hypothèses.
- L'analyse des politiques a-t-elle intégré les résultats des analyses qualitatives et des processus participatifs; reflète-t-elle une bonne compréhension de l'environnement social, culturel, politique et institutionnel du pays.
- Les recommandations sont-elles basées sur les analyses qualitatives et participatives des politiques; sont-elles compatibles avec l'environnement social, culturel et institutionnel du pays.

jugement des pays emprunteurs sur l'utilité des évaluations de pauvreté au moyen d'enquêtes auprès des fonctionnaires, du personnel des

organisations non-gouvernementales et des experts techniques de 15 pays; les fonctionnaires de la Banque, y compris les responsables de projets et les missions résidentes, ont également été interrogés (Tableau 1). La revue de 1999 couvrait toutes les évaluations de pauvreté terminées au cours des exercices 1997 et 1998, plus un échantillon d'évaluations faites au cours de l'exercice 1996.

Principales Conclusions

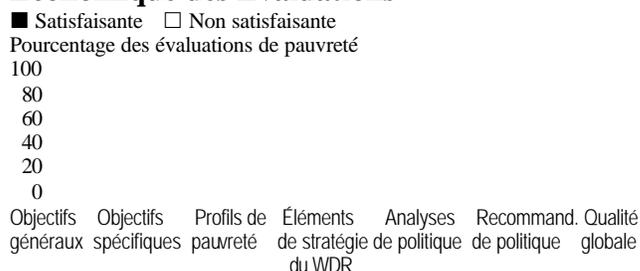
Six sur sept des parties interrogées étaient généralement satisfaites de la qualité des évaluations; cependant, elles étaient moins satisfaites (voir graphique 2) des partenariats et des consultations avec les populations locales et des transferts de savoir, deux facteurs importants d'influence des évaluations sur la vie des pays (voir Tableau 2). En outre, le pourcentage des fonctionnaires de la Banque satisfaits de la plupart des dimensions des évaluations (notamment la couverture des différentes catégories de populations, le traitement de la pauvreté rurale et la rigueur méthodologique) était nettement plus élevé que celui des représentants des clients. La part des évaluations jugées satisfaisantes sur le plan de la qualité de l'analyse économique a augmenté, passant de 54 pourcent pour les évaluations achevées à fin décembre 1994 (selon la revue d'OED de 1996) à 63 pourcent pour celles des exercices 1996-1998. Dans l'ensemble, il apparaît que la qualité

Tableau 1: Jugements sur les Principales Caractéristiques des Évaluations de Pauvreté (en pourcentage)

Caractéristique	Pays Client	Personnel de la Banque
Le gouvernement central a exercé une profonde influence sur l'évaluation finale	56.7	76.0
Dans l'ensemble, l'évaluation représentait un effort conjoint	67.0	48.0
Elle a couvert toutes les catégories de population appropriées	45.7	52.0
L'analyse était saine	84.0	100.0
Les recommandations peuvent être mises en œuvre	67.0	88.0
La dissémination des résultats a été satisfaisante	70.0	66.0
Elle a nettement renforcé la capacité du pays d'analyser et de suivre les problèmes de pauvreté	58.3	66.0

Note: Basé sur 106 interviews (81 représentants des pays et 25 fonctionnaires de la Banque) dans 15 pays

Graphique 1: Notations sur la Qualité Économique des Évaluations



Sources: Revue de la qualité des évaluations de pauvreté

des évaluations s'est nettement améliorée en ce qui concerne les analyses de politique et l'identification d'objectifs spécifiques. Notons cependant des retards inquiétants dans le calendrier d'achèvement des évaluations: seule la moitié des prévisions pour chacun des exercices 1996-1999 a été réalisée.

Tableau 2: Corrélation entre l'Impact Global et les Quatre Principales Caractéristiques des Évaluations de Pauvreté

Caractéristique	Corrélation
Qualité	0.82
Consultations et partenariats	0.85
Partage de l'information et transfert du savoir	0.78
Calendrier adéquat et exécution conforme aux prévisions	0.53

Les Partenariats Favorisent l'Action

Un peu plus du tiers des évaluations de pauvreté ont eu un impact important sur les pays; un peu moins du tiers ont eu un faible impact. Un bon indicateur de l'impact est la formation de partenariats avec les populations locales et des consultations intensives pendant la préparation des évaluations; or c'est sur ce point que les pays clients ont jugé les évaluations moins satisfaisantes. Par exemple les enquêtes montrent que seulement 17,3 à 32,1 pourcent des pays clients estimaient que les équipes chargées des évaluations avaient favorisé la participation des autorités locales; seuls 23,5 pourcent des pays clients considéraient que le gouvernement central avait exercé une forte influence sur les évaluations finales et approximativement 10 pourcent estimaient que les autorités locales, les ONG et les milieux universitaires avaient eu une forte influence.

Savoir *Qui* participe est presque aussi utile que mesurer *l'Importance* de cette participation. Il faut donc bien appréhender ces

deux données en fonction des objectifs de l'évaluation et de la situation du pays. Il apparaît que la préparation de la plupart des évaluations a surtout donné lieu à des consultations intensives avec les ministères centraux à compétence multi-sectorielle (Finances et Plan) et avec des unités spécialisées dans les analyses de politiques. Beaucoup moins impliqués ont été les ministères sectoriels et les autorités locales, qui pourtant sont généralement responsables de l'exécution des recommandations des évaluations.

Notons cependant d'importantes exceptions (Tableau 3). C'est ainsi que les évaluations faites en Côte d'Ivoire et au Gabon sont des exemples de bonnes pratiques en ce qui concerne des collaborations et partenariats effectifs. En Côte d'Ivoire, l'équipe chargée de l'évaluation a engagé avec un gouvernement initialement réticent un dialogue bien structuré destiné à stimuler son intérêt pour les problèmes de pauvreté. Finalement, le gouvernement a annoncé qu'il allait préparer lui-même son plan de réduction de la pauvreté. Au Gabon, l'équipe chargée de l'évaluation a coopéré étroitement avec un gouvernement réceptif; l'évaluation a servi de base pour la formulation d'une stratégie de réduction de la pauvreté inspirée par l'évaluation; plusieurs recommandations ont été rapidement mises en œuvre.

De Solides Profils de Pauvreté et des Objectifs Clairs

Un autre indicateur de l'impact d'une évaluation sur la réduction de la pauvreté est sa qualité économique. Plusieurs évaluations ont produit des profils détaillés de la pauvreté sous plusieurs dimensions, notamment le sexe, l'âge, l'emploi, le lieu de résidence et l'origine ethnique. Une analyse détaillée des données économiques a montré la diversité sociale de la pauvreté au Bangladesh (données relatives aux hommes et aux femmes), en Bolivie (hommes et femmes et origines ethniques), en Azerbaïdjan et au Kazakhstan (hommes et femmes, âge, taille des familles). En outre, un certain nombre de bonnes évaluations qualitatives et participatives ont permis de démontrer la tendance à l'appauvrissement de certains groupes, tels que les personnes déplacées (en Arménie et en Azerbaïdjan), les castes inférieures (en Inde), les

séropositifs et malades du SIDA et les enfants qui travaillent (en Côte d'Ivoire).

La recherche qualitative faite dans le cadre de l'évaluation de la pauvreté en Inde en 1998 étudie des aspects du niveau de vie que n'analysent généralement pas les recherches sur la pauvreté principalement axées sur l'analyse des consommations; il s'agit notamment de la valeur du capital social – qui facilite l'accès à l'économie formelle – et des conséquences de la violence et de l'insécurité. De la même façon, l'évaluation de pauvreté en Côte d'Ivoire exploite une étude qualitative permettant d'identifier des dimensions de la pauvreté que ne révèlent pas les données statistiques, par exemple la concurrence de plus en plus forte pour différentes utilisations de la terre et d'autres ressources naturelles et la diminution des visites aux centres médicaux résultant des réductions du revenu réel.

D'autres dimensions qualitatives de la pauvreté ont été traitées de façon moins complète. Un tiers environ des évaluations n'ont pas défini leurs objectifs généraux; deux tiers n'ont pas fixé leurs objectifs spécifiques et très peu ont classé leurs objectifs multiples en fonction de leur priorité relative. La définition d'objectifs et de priorités est essentielle au succès d'une évaluation. La clarté des objectifs facilite l'orientation de l'évaluation et le choix de ses techniques.

Les objectifs choisis influencent également le processus. Par exemple, si le but est de créer une base de données pour la Banque, il est possible de limiter la consultation et la participation des clients. Au contraire, si le but est d'influencer la politique du gouvernement en matière de réduction de la pauvreté, un partenariat avec le client est essentiel. La grande majorité des clients ont déclaré que dans leur pays l'évaluation avait les objectifs suivants: (1) initier une coopération entre la Banque et le gouvernement en faveur de la réduction de la pauvreté, (2) permettre à la Banque d'influencer les politiques et les programmes du gouvernement dans ce domaine, (3) développer la capacité du pays d'analyser et de suivre les problèmes de pauvreté, et (4) aider la Banque à mieux orienter ses opérations dans le domaine de la pauvreté. La revue a montré que peu des évaluations faites avaient été conçues de façon

telle qu'elles puissent répondre à toutes ces demandes.

Portée des Stratégies de Réduction de la Pauvreté, Rigueur des Analyses de Politique et Justification des Recommandations

Les directives concernant les évaluations de pauvreté mettent l'accent sur une croissance favorable à l'emploi, le développement des ressources humaines et les systèmes de protection sociale – trois éléments clés de la stratégie de la Banque pour la réduction de la pauvreté. Les directives n'exigent pas qu'on accorde la même importance à chacun de ces éléments, mais l'évaluation doit justifier ses options et ses priorités relatives. Près de la moitié des évaluations de 1996-98 n'ont pas défini leurs choix. Plus précisément, elles n'ont pas assez étudié les relations entre les facteurs macroéconomiques (politiques commerciales et taux de change), sectoriels (politique alimentaire, agricole et de développement rural) ou régionaux (décisions d'investissement) et la réduction de la pauvreté. L'évaluation faite en Bolivie est une exception.

Dans plus de la moitié des évaluations, les analyses de politique étaient inadéquates ou très limitées. De façon générale, elles n'étaient pas basées sur une méthodologie saine et rigoureuse; rarement elles indiquaient clairement les liens entre les phénomènes macroéconomiques, les problèmes structurels, les réformes sectorielles, la pauvreté et la répartition des revenus; l'analyse des corrélations était généralement inadéquate. Même quand c'était possible, les analyses quantitatives utilisaient rarement des modèles simples et autres instruments du même type; les évaluations n'ont guère exploité les analyses qualitatives pour expliquer les effets des décisions de politique. De façon générale, la plupart des évaluations n'ont pas su faire la distinction entre les descriptions et les analyses de politique.

Certaines évaluations ont accompli de bonnes recherches qualitatives et participatives, mais ces travaux ont surtout servi à donner quelques bons exemples plutôt qu'à produire des analyses rigoureuses et à replacer les données économiques dans leur contexte social, politique ou culturel.

Plusieurs évaluations ont combiné l'emploi des méthodes quantitatives et qualitatives, mais cette pratique n'est pas encore devenue la norme. L'évaluation sur la Côte d'Ivoire a utilisé le débat stratégique pour initier des discussions sérieuses sur un certain nombre de problèmes, tels que le lien entre le développement du rôle des femmes, leur participation de plus en plus grande aux activités du secteur informel et la répartition des revenus et du patrimoine entre les sexes; l'évaluation a également examiné la possibilité que l'augmentation des responsabilités des femmes ait pour effet d'accroître leur influence et leur autorité familiale.

Du fait de la faiblesse des analyses de politique, il n'est pas surprenant que plus d'un tiers des évaluations de pauvreté revues comprenaient des recommandations générales basées sur les théories du moment, sans une analyse destinée à vérifier que ces recommandations produiront les résultats attendus (tels que l'amélioration de la santé, la diminution de l'analphabétisme ou l'augmentation des revenus des paysans pauvres). Au contraire, les recommandations de politique du rapport sur le Bangladesh étaient basées sur une analyse détaillée de l'efficacité relative de différents systèmes de protection sociale et l'impact des dépenses publiques de santé et d'éducation sur la répartition des revenus. Cette analyse était combinée avec l'examen d'options institutionnelles pour une exécution efficace du service. L'examen de certains éléments d'autres évaluations - notamment l'analyse du travail des enfants en Thaïlande, des marchés du crédit rural en Bolivie, du marché du travail en Ukraine, des mesures de protection sociale au Kazakhstan et du traitement des ressources humaines et des systèmes de protection sociale en Inde - démontre qu'une bonne analyse peut mener à des recommandations bien justifiées.

Mettre en Œuvre les Résultats des Évaluations

La valeur d'une évaluation de pauvreté dépend de la façon dont ses conclusions sont disséminées et utilisées et sont capables d'influencer la capacité du pays d'effectuer ses propres analyses et d'améliorer ses politiques et

ses institutions. Une campagne bien gérée de dissémination des principaux messages de l'évaluation déclenche d'utiles débats et facilite l'intériorisation des messages. Environ le tiers des pays clients (et plus de la moitié des ONG) n'étaient pas satisfaits des campagnes de dissémination et environ 42 pourcent estimaient que les évaluations n'avaient absolument rien fait pour améliorer les capacités locales. Les pays clients estimaient que l'élément le moins satisfaisant des évaluations était le transfert du savoir, qui est pourtant considéré comme un puissant facteur d'influence.

Très différents sont sur ce point les effets de l'évaluation en Azerbaïdjan. Le rapport final et les projets de rapport ont été traduits et largement diffusés dans la presse locale (grâce à l'appui logistique de l'UNICEF), sous la forme de séminaires à l'usage des fonctionnaires, d'ateliers télévisés pour le grand public et de réunions entre les bailleurs de fonds et les ONG; il fera également l'objet d'un site sur le web, dont la création est programmée. Le rapport a été officiellement distribué aux ministères des finances et du plan, aux membres du gouvernement, à plusieurs ministères sectoriels et aux ONG. Grâce à cette vaste diffusion, le rapport est mieux connu et ses conclusions sont mieux acceptées.

Au Bangladesh, ce sont les agences, les instituts et les experts locaux, beaucoup plus que les institutions et experts internationaux, que l'évaluation a utilisés tout au long du processus; elle a donc contribué à renforcer les capacités des services statistiques du pays en matière de collecte et d'analyse des données. Il y a eu véritablement transfert du savoir.

Recommandations

Trois types de mesures permettront d'améliorer les évaluations de pauvreté (Tableau 4):

- Améliorer la qualité des analyses, renforcer les consultations et les partenariats et intensifier le transfert du savoir, en mettant à la disposition des Régions (par l'intermédiaire du Conseil pour la Réduction de la pauvreté et des groupes thématiques) des formations, des conseils, des instruments d'analyse et des exemples de bonnes pratiques. La

Banque doit également évaluer systématiquement ses évaluations de pauvreté et publier ses conclusions dans le rapport annuel sur la pauvreté.

- Définir clairement – depuis le stade de la conception jusqu'à la fin de l'exercice – les objectifs et les priorités de chaque évaluation. Les objectifs choisis doivent ensuite dominer les programmes de travail et les analyses; les choix sur la portée et la couverture des évaluations doivent être justifiés et refléter la situation des pays. Cette fonction appartient aux responsables des pays, avec suivi et contrôle de la qualité par les économistes en chef de chaque région.
- Adopter des calendriers réalistes qui pourront être respectés. Pour souligner l'importance des objectifs de réduction de la pauvreté, la haute direction de la Banque doit mettre en place les incitations et les moyens institutionnels nécessaires à la production efficace, dans les délais requis, d'évaluations de qualité.

Réponse de la Haute Direction

Le Comité de la Banque sur l'Efficacité du Développement a bien accueilli le projet de réponse de la haute direction et les mesures prises ou envisagées pour améliorer les évaluations. Ces mesures sont conformes aux recommandations du rapport sur les moyens d'améliorer le processus et la qualité des évaluations, notamment par la définition d'objectifs et de priorités, par le respect des calendriers et par la promotion de la participation locale et du transfert du savoir. Ces mesures confient aux directeurs de pays et aux directeurs sectoriels le contrôle de la qualité et les décisions relatives au calendrier des évaluations de pauvreté. Le comité et la direction de la Banque ont l'un et l'autre reconnu que la revue de 1999 faciliterait la mise au point d'un programme d'action visant à améliorer l'impact des travaux sur la pauvreté.

Tableau 3: Principales Caractéristiques des Bonnes Pratiques en Matière d'Évaluations de Pauvreté, 1996-98

<i>Pays</i>	<i>Caractéristiques de l'évaluation</i>	<i>En quoi l'évaluation est-elle remarquable ?</i>
Azerbaïdjan	Partenariat, vaste dissémination	L'équipe chargée de l'évaluation a bien profité de l'intérêt du gouvernement pour les problèmes de réduction de la pauvreté, coopérant avec lui pour adapter la couverture et le contenu de l'évaluation aux objectifs spécifiques du gouvernement. L'évaluation a fourni au gouvernement un type d'analyse dont il n'avait jamais disposé auparavant, mais qu'il a bien accueilli. Les résultats de l'évaluation ont été largement diffusés dans les médias, au moyen d'ateliers et de séminaires, de traductions et de réunions avec les ONG et les bailleurs de fonds; le rapport a été officiellement distribué aux ministères, aux bailleurs de fonds et aux ONG. La création d'un site web est prévue. Ces efforts ont mobilisé l'attention du pays et ont accru la réceptivité du public aux conclusions de l'évaluation. Le gouvernement a utilisé les données recueillies au cours de l'enquête et a intégré plusieurs recommandations dans ses politiques; il a pris de nombreuses mesures d'application telles que la création d'une agence spéciale pour la reconversion des réfugiés
Bangladesh	Des recommandations bien justifiées, développement des capacités	Les objectifs ont été adaptés à l'environnement du pays; l'évaluation prévoyait une analyse détaillée du coût et de l'efficacité relative de différents systèmes de protection sociale, ainsi que de l'impact sur la répartition des revenus des dépenses publiques de santé et d'éducation; elle liait cette analyse avec celle de l'efficacité relative de différents systèmes institutionnels. Son but explicite, qui a d'ailleurs été atteint, était de développer les capacités de l'agence nationale de statistiques en matière de collecte et d'analyse des données. Elle appuyait des programmes de formation visant à améliorer les méthodologies de base du gouvernement. L'évaluation a été bien accueillie.
Bolivie	Couverture complète des composantes de la stratégie de réduction de la pauvreté (WDR 1990)	Une analyse saine et équilibrée des éléments d'une croissance favorable à l'emploi, du développement des ressources humaines et des systèmes de protection sociale a abouti à des recommandations claires et cohérentes. Au cours d'élections présidentielles démocratiques, les campagnes du gouvernement en place et de l'opposition se sont l'une et l'autre inspirées des conclusions de l'évaluation. Une fois élue, l'opposition a fait de la lutte contre la pauvreté un objectif-clé et a intégré certains des concepts de l'évaluation dans sa stratégie de réduction de la pauvreté.
Côte d'Ivoire	Partenariat, profil de pauvreté	C'est avec réticence que le gouvernement avait initialement accueilli l'évaluation; mais celle-ci a finalement stimulé un débat politique ouvert sur les problèmes de pauvreté, au moment même où les bailleurs de fonds étaient de plus en plus déterminés à lier les programmes d'aide à la performance du secteur social et à l'amélioration des niveaux de vie en milieu rural. Grâce à un dialogue bien structuré, l'équipe chargée de l'évaluation a su stimuler l'intérêt du gouvernement sans rien brusquer. Un profil de pauvreté, basé sur des études qualitatives, a permis d'identifier des aspects de la pauvreté que ne révélait pas les données statistiques. Les analyses de politique ont montré que la situation des immigrants – des indices statistiques indiquant pour ce groupe un pourcentage de pauvres plus élevé que pour les ivoiriens – était liée à l'aggravation des conflits entre les deux groupes au sujet de l'accès à la terre; en effet, on assiste à une intensification des pratiques culturelles, résultant de l'augmentation du nombre de candidats à l'exploitation agricole causée par la perte d'autres sources d'emploi et de revenu. La Banque n'a publié son évaluation qu'après la publication par le gouvernement de son propre plan de réduction de la pauvreté; ce plan intégrait plusieurs des recommandations de l'évaluation, complétées par des mesures voulues par le gouvernement.
Gabon	Partenariat	Le Ministère du Plan - principal interlocuteur de la Banque – a créé un comité comprenant des représentants des Ministères sectoriels et des agences d'exécution; le comité a participé à toutes les étapes de l'évaluation; les Ministères et agences ont lu tous les projets de rapport et ont été consultés par les missions de la Banque. En même temps, le gouvernement a préparé sa propre stratégie de réduction de la pauvreté, préparation accompagnée d'échanges de vue intensifs avec l'équipe de la Banque. Cette coopération a produit une stratégie de réduction de la pauvreté qui était basée sur l'évaluation et une évaluation inspirée par les grands objectifs de la stratégie du gouvernement, dont les recommandations ont été rapidement mises en œuvre.
Thaïlande	Adaptation à la situation du pays, clarté des objectifs	L'évaluation était bien adaptée à la situation du pays. Avant la crise, au moment où l'évaluation a été lancée, la Banque avait peu d'influence sur la Thaïlande. En effet, l'économie du pays avait, pensait-on, atteint sa maturité et le gouvernement avait facilement accès aux marchés financiers. À une époque où peu de signes annonçaient la future crise, les dirigeants du pays ne considéraient pas la pauvreté comme un problème majeur. Compte tenu de cette situation, l'évaluation a principalement orienté ses analyses sur la persistance et l'aggravation des inégalités de revenus; ces travaux ont permis d'améliorer les cibles du programme anti-pauvreté du gouvernement. La décision de limiter la portée de l'évaluation a, dans une certaine mesure, abouti à des recommandations claires et pratiques qui ont été bien accueillies par le gouvernement. Certaines de ces recommandations ont été par la suite intégrées dans des réformes de politiques lancées par le gouvernement.

Tableau 4: Mesures Récentes Prises par la Banque pour Améliorer les Évaluations de Pauvreté

<i>Substance</i>	<i>Processus</i>
<ul style="list-style-type: none">• Renforcer les stratégies de pays en préparant des notes sur la pauvreté contenant l'information de base sur les profils et la dynamique de la pauvreté et sur leurs relations avec le développement du pays.• Publier de nouvelles directives sur le contenu des rapports périodiques sur la pauvreté, exigeant notamment que les notes de base prévoient une stratégie et un budget pour la dissémination des conclusions, le développement des capacités locales et la création de partenariats• Faire le recensement des enquêtes auprès des ménages et améliorer la qualité des données d'enquêtes pour le suivi des situations de pauvreté	<ul style="list-style-type: none">• Améliorer les analyses de pauvreté du Réseau chargé de la Réduction de la Pauvreté et de la Gestion Économique en organisant des revues de ces analyses par des consultants et des pairs qualifiés et en fournissant des exemples de bonnes pratiques.• Organiser des formations internes et externes sur des problèmes de pauvreté à l'usage du personnel de la Banque et des responsables de la formulation des politiques.• Améliorer le personnel dont disposent les Régions et développer une liste de candidats possibles.• Développer dans les Régions un mécanisme permettant de produire dans les délais prévus des évaluations de qualité.

? Ce *Précis* est basé sur le rapport de Soniya Carvalho intitulé *Évaluations de Pauvreté: Une Deuxième Revue*, Rapport No.19630 du 9 juin 1999. Le rapport est à la disposition des Administrateurs et du personnel de la Banque Mondiale par l'intermédiaire de l'Unité des Documents Internes et des centres régionaux d'information. Le public peut aussi le trouver à l'InfoShop de la Banque Mondiale. www.worldbank.org/html/oed

